

ALGÉRIE : Jusqu'ou la « défense de la nation » et la « souveraineté nationale » conduiront-elles le PT et le CCI ?

La « défense de la souveraineté nationale », la « défense de la nation » est l'orientation qui depuis des années se trouve au cœur de la politique du CCI qui s'autoproclame « section française de la IV^e internationale », celle du POI et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qu'il anime et, notamment, celle du PT d'Algérie.

Ce dernier va probablement aujourd'hui le plus loin dans l'expression de cette orientation, comme nous avons pu le voir dans les articles consacrés à l'Algérie dans les numéros précédents de *CPS*, mais il est avéré que cette ligne est propulsée par le CCI de manière constante (voir à ce sujet *La Politique du CCI-PT et de sa prétendue « IV^e internationale » : un nouveau social-patriotisme*, supplément à *CPS* nouvelle série n° 25, août 2006).

Cependant, une nouvelle étape vient d'être franchie dans cette orientation, alors que la guerre de clans à la tête du pouvoir algérien s'exacerbe à l'approche des élections présidentielles de 2014, en relation avec une situation qui voit grandir l'exaspération des masses et de la jeunesse face à un pouvoir corrompu et déliquéscent, et alors qu'en Tunisie, en Égypte et y compris au Maroc, les masses déferlent, cherchant à mettre à bas les régimes bourgeois dictatoriaux.

Cette nouvelle étape conduit le PT, mais aussi le CCI et l'EIT, à se faire les gardes du corps du régime algérien, dont les gardiens sont aujourd'hui Bouteflika et son entourage, ainsi que les généraux qui commandent l'armée et les services de sécurité.

Mali : quand la défense de Bouteflika passe avant le « principe de non-ingérence »

Le PT d'Algérie, et particulièrement sa secrétaire générale Louisa Hanoune, par ailleurs coordinatrice de l'EIT, ne ratent pas une occasion de féliciter le gouvernement algérien pour son attachement à « la souveraineté nationale », tant sur le plan politique qu'économique (nous le verrons plus loin). La coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui se réunissait début janvier au siège du PT à Alger avec à son ordre du jour la menace d'une intervention militaire au Mali, leur en fournit une nouvelle opportunité, une tribune où ils purent saluer la position de « l'Algérie » pour trouver une issue politique (pacifique) « pour éviter au Mali une guerre destructrice ».

Aussi furent-ils pris totalement à contre-pied quand Bouteflika, en fidèle laquais, décida d'ouvrir l'espace aérien algérien aux bombardiers français quand débuta, en janvier 2013, l'agression contre le Mali.

Louisa Hanoune, qui se félicitait en effet quelques jours plus tôt à peine du fait que l'Algérie (entendez Bouteflika) privilégie la « solution politique » dans cette affaire, ne trouva d'abord rien à dire (ni à faire : par exemple prendre l'initiative d'une campagne en Algérie, d'une motion à l'Assemblée nationale puisque le PT y a plus de vingt députés...), alors que « *l'Algérie autorisait sans limite le survol de son territoire aux avions français* » (L. Fabius). « *Un soutien de taille* », faisait remarquer la presse algérienne.

La dirigeante du PT ne trouvait rien à déclarer, sinon à appeler Bouteflika à aborder « *avec précaution* (ce conflit) *et à ne pas s'impliquer directement* (nous soulignons) *dans la guerre dans ce pays* ». Lors d'une session extraordinaire du bureau politique du PT convoquée après le début de l'intervention, elle précisait :

« *L'Algérie doit rester attachée à ses positions de principe de non-ingérence étrangère dans les affaires des pays* », et au cas où l'on mettrait en doute sa loyauté envers le pouvoir : « *Le peuple algérien soucieux de la souveraineté nationale soutient l'Armée nationale populaire (ANP) dans la défense de l'intégrité territoriale du pays et refuse que celle-ci soit entraînée dans le cercle de l'intervention étrangère* » (*Algérie 1.com*, 15 janvier 2013).

Oubliée la « *non-ingérence étrangère dans les affaires intérieures des pays* » si chère au cœur de la direction du PT, alors que, de surcroît, celle-ci est violée par l'ancienne puissance coloniale ! En acceptant que le gouvernement algérien apporte son appui à l'intervention militaire de l'impérialisme français, c'est aussi ce dernier que le PT soutient. Sa position sur cette question ne se distingue en rien de celle des autres partis présidentiels, FLN ou RND.

Un « argumentaire » tout trouvé pour soutenir le pouvoir

Plus encore : lors d'une réunion des Jeunes pour la révolution qui se tenait à Zéralda (Alger), Louisa Hanoune s'en prenait violemment aux partis qui, dénonçant l'autorisation de survol, avaient constitué un front pour « la défense de la mémoire et de la souveraineté » et condamnaient une telle décision qui plaçait l'Algérie, selon leurs termes, « dans une position de partenaire dans cette guerre », ce qui est exact. Elle déclare à leur sujet :

« *Certains chefs de ces partis, réunis au siège du MSP, ont fait des déclarations grossières et indignes qui visent le Président Bouteflika* » (à qui ils demandaient de « *dégager* », ndlr). « *Ces déclarations sont une réplique aux positions de l'État fixées par le Président Bouteflika* (on a vu ce qu'elles étaient, ndlr) *et leur but c'est de fabriquer une révolution orange ou un printemps arabe en Algérie* », soulignant « *une convergence de positions entre cette clique et celle des terroristes* ». Elle ajoute, dans la plus pure tradition stalinienne : « *Cette clique est-elle chargée d'une mission dans le cadre du complot contre le pays ? Qui est derrière eux ?* ».

Voilà une aide précieuse pour Bouteflika et le pouvoir, l'armée et les généraux qui la dirigent, d'autant Louisa Hanoune précisait le 27 janvier :

« Il existe une différence entre la lutte contre le terrorisme menée par un État à l'intérieur de ses frontières (suivez mon regard...) et l'intervention militaire impérialiste sous couvert de la lutte antiterroriste à dessein d'occupation ».

Défendre « la souveraineté nationale » pour mieux défendre... Bouteflika

Pendant ce temps en France, le POI publiait le 11 janvier un communiqué par lequel il se prononçait contre l'intervention des troupes françaises au Mali, en rappelant qu'elle serait « un coup porté contre la souveraineté nationale de tous les pays du Sahel (à commencer par celle du Mali et de l'Algérie) » et en se prononçant « pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour la souveraineté des nations ».

« Partie prenante de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le POI exprime sa solidarité militante avec les forces du mouvement ouvrier et démocratique au Mali, en Algérie, dans le monde entier, qui s'opposent à l'intervention militaire et se prononce pour le respect de la souveraineté des nations. »

À ce stade, il est utile de renvoyer à nouveau le lecteur au document intitulé *La Politique du CCI-PT et de sa prétendue « IVe internationale » : un nouveau social-patriotisme*, publié en supplément à CPS nouvelle série n° 25, en août 2006 (disponible en ligne sur le site de *Combattre pour le socialisme*). En voici un extrait :

« Il n'y a pas plus lieu de défendre la patrie, la nation, pour défendre d'éventuelles dispositions favorables arrachées par la lutte des classes qu'il n'y aurait lieu de défendre le patron, l'entreprise pour garder des clauses positives des conventions collectives. Au contraire.

Alors pourquoi se situer du point de vue de la « défense de la Nation » ?

Tout simplement pour pouvoir affirmer que les gouvernements nationaux ne seraient pas les responsables, au compte des classes capitalistes, de la politique qui accable les masses ouvrières et paysannes, la jeunesse, en Europe. »

Plus loin :

« Il n'y a pas qu'en France que les lambertistes voient la possibilité que des gouvernements bourgeois réactionnaires fassent œuvre utile. En Algérie, le PT algérien a appelé à voter « oui » au référendum-plébiscite organisé par Bouteflika le 29 septembre 2005. Dans une déclaration du 2 octobre, au lendemain du référendum, le PT affirme – rien de moins ! - que Bouteflika a été « mandaté par le peuple pour prendre les mesures positives à même de restaurer la paix », et donc : « Alors le président, le gouvernement, les institutions de la république ne doivent-ils pas démontrer, par des décisions hardies à la hauteur du message d'espérance du 29 septembre que le peuple algérien, a eu raison de renouveler espoir et confiance ? » »

Lors de la « Conférence d'urgence contre la guerre, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays, pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des nations » réunie à Alger en décembre 2011 à l'initiative du PT et de l'UGTA, ces deux organisations proclamaient dans un appel commun :

« Il y a situation d'urgence lorsque les grandes puissances érigent l'ingérence dans les affaires des pays en système mondial, s'arrogeant le droit de disposer du sort des nations et des peuples. (...)

Nous, responsables politiques et syndicaux, universitaires, avocats, militants des droits de l'homme (...) réunis à Alger déclarons :

Nous refusons que soient anéanties les réalisations de la civilisation humaine, dont l'existence des nations, condition pour la démocratie. (...)

Parce qu'elles comptent parmi les acquis de la civilisation humaine, et constituent des points d'appui pour la lutte des peuples, nous proclamons notre détermination à défendre les conquêtes socio-économiques du peuple algérien, la souveraineté de l'Algérie contre les pressions et le chantage extérieurs. »

Voilà les bases du soutien apporté à Bouteflika autant par le PT que par la direction de l'UGTA.

Les proclamations et les silences de La Vérité

Le numéro 77 de la *Vérité* (« revue théorique de la IV^e internationale »), daté de mars 2013, publie un article intitulé « La guerre au Mali, le droit des peuples, révolution et contre-révolution », qui ne souffle mot de l'aide apportée par Bouteflika à l'impérialisme français (l'espace aérien, mais aussi le carburant pour les unités mécanisées, grâce à ses puits de pétrole tout proches, certains gradés en ont témoigné). Bien au contraire, on y découvre « le refus de l'Algérie à s'impliquer dans une intervention à l'étranger » (p. 5) !

On y lit :

« Parachevant la destruction de la Libye, l'intervention au Mali est au bord de faire exploser toute la région du Sahel. (...) Mais le cœur de l'offensive, c'est l'Algérie. Du fait de sa situation géographique dans la région sahélienne, de ses richesses énergétiques et surtout de sa place politique : celle d'une nation qui a défait l'impérialisme, l'Algérie est directement visée. »

Voilà une déclaration qui ne mâche pas ses mots et qui ressemble à s'y méprendre à une véritable plaidoirie en faveur de l'état algérien, donc de ses dirigeants.

Il faut tout de même rappeler (sans entrer dans le détail dans le cadre de cet article) que la première raison de l'intervention de l'impérialisme français au Mali, c'est la défense de ses intérêts menacés par le chaos qui y régnait depuis au moins deux ans et auquel le gouvernement Amadou Toumani Touré ne pouvait plus faire face. Le but recherché était non de « faire exploser toute la région » ni même « la défense de « l'ordre mondial menacé » (p. 4).

Comme notre Groupe le rappelait dans son communiqué du 14 janvier 2013, citant le journal italien *La Repubblica* : « L'urgence a poussé Paris à intervenir immédiatement seul (ou quasi). Est en jeu son rang historique dans le "domaine réservé" colonial, entre Maghreb, Sahara et Sahel. Mais c'est aussi l'accès aux ressources énergétiques (uranium, gaz,

pétrole) dont l'ex-empire africain est bien pourvu et dans l'exploitation desquelles sont engagés les colosses de l'industrie française, Areva en tête.(...) ». Et après l'intervention militaire vient le temps de l'intervention économique : les entreprises françaises, Areva mais aussi BNP Paribas, Bull, Orange, Vinci, Bouygues, Bolloré, Air Liquide, Total... (présents au Mali comme ils le sont en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal...) veulent la meilleure part du gâteau de la « reconstruction » (plus de 3 milliards d'euros). Dans ce but, une délégation du Medef était présente à Bamako début juillet et sera suivie de la visite de Hollande à l'investiture du nouveau président Ibrahim Boubacar Keita le 19 septembre prochain pour faire valoir le droit du sang.

L'art du sous-entendu

Malgré ces évidences, l'objectif de l'article de *La Vérité* est d'insister sur le fait que « *l'Algérie (se trouve) dans l'œil du cyclone* » (p. 5), une affirmation que l'on doit à la coordinatrice de l'Entente internationale des travailleurs, Louisa Hanoune.

« *Depuis deux ans, utilisant les développements au Maghreb et au Moyen-Orient, les dirigeants des grandes puissances ont soumis l'Algérie à une très forte pression. Dans cette vie, ils ont cherché à instrumentaliser des forces à l'intérieur même de l'Algérie pour provoquer une explosion remettant en cause l'unité de la nation algérienne* » (p. 5).

Quelles sont ces mystérieuses « *forces à l'intérieur de l'Algérie* » ? Poursuivons, nous aurons peut-être quelques indices :

« *Ils n'y sont pas parvenus jusqu'à présent, non du fait de la répression ou de la peur du régime, mais parce que le peuple, après dix ans de guerre civile et de tentatives d'intervention extérieures dans les affaires du pays, n'a pas adhéré à ces opérations qui apparaissent ouvertement comme une ingérence étrangère. En effet, le peuple, les travailleurs et leur organisation, l'UGTA, n'ont pas attendu pour se défendre que l'impérialisme leur en donne l'autorisation* » (p. 5).

Quelles sont ces « opérations » ? quelles sont ces « forces » ? Derrière ces sous-entendus, se cache la tentative de dissimuler le fait que le combat des chômeurs du Sud rejoint les aspirations de toute la population laborieuse (« *le peuple* ») car, poursuit l'article, « *d'intenses mobilisations et grèves se sont produites et ont abouti à une amélioration des conditions matérielles en termes de salaires et d'emploi* ».

En outre :

« *le principal résultat de cette situation a été la reconnaissance par le président Bouteflika de l'échec de la politique de privatisation mise en œuvre, son abandon et l'instauration de la règle des 49-51 (51% pour les avoirs algériens, 49% pour les avoirs étrangers), la réouverture d'entreprises publiques et le lancement de grands travaux.* »

Arrêtons-nous sur l'essentiel, c'est-à-dire ce vers quoi tend la démonstration : les bienfaits du 49-51.

A quoi sert « la règle des 49-51 » ?

Cette règle, qui limite les investissements étrangers dans les entreprises, banques ou établissements financiers algériens à 49 % maximum, a été promulguée dans la loi des Finances complémentaire 2009. Elle constitue dans les faits une tentative de protéger le patronat algérien, de lui offrir une chance de se développer, en faisant en sorte que les capitaux étrangers restent minoritaires dans la création d'entreprises. Une forme que prend le protectionnisme en Algérie.

D'ailleurs, on pourrait se contenter de rappeler que le RND (Rassemblement national démocratique), parti bourgeois créé par A. Ouyahia, plusieurs fois Premier ministre, était chaudement partisan de cette règle.

Quelques indicateurs permettent se rendre compte de l'extrême vulnérabilité de l'économie algérienne, La croissance économique aurait été de 2% en 2007/2008, de 3% en 2009 (vs 5% entre 2005/2006) et, selon les estimations internationales, de 4% en 2010, 3,5% en 2011, 2,6% entre 2012 ; elle serait de 2,8% en 2013, loin des 6 % attendus en raison des investissements publics espérés grâce à la rente pétrolière. Les taux de croissance les plus bas que l'économie algérienne ait jamais connus.

98% des exportations du pays proviennent des hydrocarbures, ce qui en dit long sur l'état de « l'industrie » algérienne, quasi inexistante, alors que près de 75% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées sont assurés par les importations (ce qui donne aux entreprises de commerce une place prépondérante). Le produit des exportations en hydrocarbures (600 milliards de dollars de recettes en devises entre 2000 et 2012, selon les bilans de la Sonatrach) a permis à l'Algérie de résorber sa dette pour l'essentiel et de disposer de réserves de change qui s'élèveraient aujourd'hui à quelque 200 milliards de dollars (placés en bons de trésor ou en obligations), selon le FMI et la Banque d'Algérie, sans compter les réserves en or. Mais, revers de la médaille, la dépense publique de soutien à la relance économique a une efficacité fort limitée (rapport de la Banque mondiale de 2008).

Voilà les bases matérielles bien fragiles sur lesquelles repose la « souveraineté nationale » qui en réalité une dépendance complète du marché mondial. La relative aisance financière a permis de démultiplier la dépense et les programmes d'investissement publics (réouverture d'entreprises publiques, engagement de l'état, grands chantiers), qui ont par ailleurs donné lieu à une corruption effrénée. Cette dernière atteint des niveaux astronomiques : un rapport de la Banque africaine de développement (mai 2013), révèle que le montant des capitaux sortis illégalement d'Algérie (essentiellement par un système de surfacturation) entre 1980 et 2009, aurait atteint la somme de 175 milliards de dollars !

Et contrairement à « *l'abandon de la politique de privatisations* » dont se gargarisent *La Vérité* et le PT, TSA révèle récemment qu'elle va au contraire reprendre (« *le gouvernement lance une vaste opération de privatisations d'entreprises publiques* »), précisant que plusieurs secteurs sont concernés par cette opération, « *la première du genre depuis plusieurs années* » (industrie manufacturière, textile, matériaux de construction, agroalimentaire, etc.). « *Ce n'est plus des privatisations comme dans le passé où des usines ont été entièrement vendues avec les assiettes foncières* »

poursuit le magazine en ligne. « *Il s'agit de partenariats avec des opérateurs nationaux ou étrangers avec comme objectif de développer ces entreprises* ».

Cette information est datée du 28 juillet 2013 : évidemment, *La Vérité*, datée du mois de mars précédent ne pouvait pas le savoir... On ne peut pas penser à tout.

Pendant ce temps, 70 % de la population touchent moins de 200 euros nets par mois ; le SNMG, ou salaire national minimum garanti, a certes plus que doublé ces dernières années, passant de 6000 à 18 000 dinars par mois, soit de 55 à 160 euros environ, grâce à l'argent de la rente pétrolière et comme résultat des combats menés par le prolétariat, mais taux d'inflation avoisinerait officiellement les 9 % en 2012. Un exemple de la réalité pour les masses laborieuses : le kilo de viande valait plus de 11 euros début septembre 2013...

Quand la règle des 49-51, approuvée au nom de la « souveraineté nationale », vaut bien une alliance avec le RND...

Ajoutons que c'est l'extrême faiblesse du secteur privé de l'économie algérienne qui explique l'importance du secteur public (et non la volonté des Bouteflika et consorts) et la prépondérance d'un secteur informel (qui représente environ 40% de la masse monétaire en circulation), l'approvisionnement des deux tiers de la population se faisant par son intermédiaire.

On pourrait citer encore de nombreux chiffres qui témoignent d'un système anémié : des effectifs non déclarés, des milliards qui échappent au fisc chaque année, des transactions commerciales sans facturation (70 à 80% d'entre elles se faisant en « cash »), donc sans cotisation, etc. Le secteur industriel algérien (qui ne représente que 5 % du PIB en 2012 contre 7,5 % en 2000) est fait pour plus de 80 % de PMI/PME familiales.

Pour compléter le tableau, un rapport de la Banque d'Algérie datant de 2009 révèle que le secteur financier se compose de six banques publiques et de quatorze banques privées mais d'importance secondaires, et que 90% du financement de l'économie algérienne, dont 100% du secteur public et plus de 77% du secteur privé, se fait par les banques publiques (39% des actifs se situant au niveau d'une seule banque, la BEA - Banque extérieure d'Algérie -, qui profite de partenariats juteux avec la Sonatrach...). Notons en conclusion de ce rapide aperçu que 10% seulement du financement de l'économie algérienne sont pris en charge par les banques privées...

Voilà fondamentalement les raisons de cette règle des 49-51, censée revigorée l'économie nationale, et notamment l'économie privée qui en a le plus besoin. « *L'Algérie n'aura pas d'avenir économique sans le développement de la PME. Toujours comme je l'ai répété nous allons la développer et l'accompagner dans ses partenariats avec les étrangers selon la règle de 51/49% qui est inévitable* » déclarait le Premier ministre Sellal en septembre 2012.

Mais même ces précautions s'avèrent irréfutables au regard d'une économie largement sous perfusion de la rente des hydrocarbures. Déjà, le même ministre rectifie : « *Si cette règle pose problème pour les petites entreprises dans certains secteurs, nous sommes prêts à étudier sa révision à l'avenir.* ». Et le ministre de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, C. Rahmani, confirme qu'un nouveau code de l'investissement est en préparation. Ainsi, la règle des 49-51 pourrait être abrogée s'il le faut : quelle sera la réaction du PT et de l'EIT ?

Ce qui précède permet de comprendre pourquoi en juin 2012, après les élections législatives (voir CPS 49), les députés RND ont approché ceux du PT dans la perspective d'une alliance sur la règle de 49-51 à l'Assemblée nationale. Louisa Hanoune quant à elle s'est dit prête : « *le groupe parlementaire du PT est prêt à faire alliance avec le RND et avec tout parti désirant défendre la Nation et les acquis sociaux* ». Oui, avec le RND ! Tout en ajoutant rapidement : « *Il est inconcevable de conclure une alliance avec le RND tant la différence au double plan idéologie et programmes est importante, (...) mais coordonner les positions concernant certaines questions au parlement...* » (rapporté par l'agence APS).

Voilà un autre exemple où conduit la politique de défense de « la souveraineté nationale » qui s'oppose au combat pour le socialisme.

Une campagne de propagande provocatrice du PT en deux temps, en défense de Bouteflika et de l'Armée, relayée par le POI et la « IV^e internationale »

Les développements qui précèdent étaient nécessaires pour comprendre le sens des déclarations tonitruantes de Louisa Hanoune que *La Vérité* fait siennes : défendre le pouvoir algérien, Bouteflika tant qu'il était encore possible de le faire... Mais les voici qu'ils passent à la vitesse supérieure.

Entre mars et juin 2013, après l'intervention de l'impérialisme français au Mali soutenue par le pouvoir algérien comme nous l'avons vu, le PT, le POI et la « IV^e internationale » ont mené en Algérie et en France principalement une campagne indigne qui visait à discréditer et désigner à la répression un mouvement important de jeunes chômeurs qui se développait dans le sud algérien (voir plus loin). En même temps, ils ne disaient mot sur l'aide que Bouteflika apportait aux troupes de l'impérialisme français.

Mars 2013. *La Une d'Algérie* rapporte les déclarations faites par Louisa Hanoune lors d'un meeting à Alger à propos des animateurs d'une association de chômeurs dans le Sud du pays :

« “Ces grands manouvriers appellent à une grande marche de millions de personnes pour tout simplement demander le départ du Premier ministre Abdelmalek Sellal. Que visent-ils par un tel appel si ce n'est de frapper la stabilité du pays et de semer les germes de la division entre le Nord et le Sud ? “, *tonne-t-elle, appelant le gouvernement à agir rapidement pour que* “cessent de tels agissements qui mettent de l'huile sur le feu dans une région sensible et exposée à tous les dangers.“ »

Le même mois, au cours d'une conférence de presse, la responsable du PT, rapporte *Allafrica*, a appelé à « *savoir concilier la lutte pour les revendications socio-économiques avec la préservation de l'unité nationale* ». le 8 mars, à Annaba, elle avait mis en garde contre « *un complot visant la déstabilisation du pays* » toujours en évoquant le mouvement des jeunes chômeurs dans le Sud algérien.

Avril-mai 2013. Alors que Bouteflika se fait soigner en France, concomitamment, *La Vérité*, le « PT algérien », le POI et *Informations ouvrières* poursuivent cette campagne, utilisant l'amalgame pour dénoncer ce mouvement de chômeurs qui se mobilisaient contre des conditions de vie misérables. Ils vont pour cela utiliser un nouvel argument : celui de la menace d'une intervention américaine en Algérie, tout en continuant à blanchir le pouvoir algérien au sujet du Mali.

La Vérité n° 578 reproduit la « Déclaration finale » (adoptée à l'unanimité) du VIII^e congrès mondial de la « IV^e internationale » tenu à Dourdan du 26 au 29 avril 2013. On y lit :

« ... *l'impérialisme américain procède à des préparatifs d'intervention en Algérie (...). La véritable raison n'est-elle pas le refus de l'Algérie de faire participer son armée nationale à la guerre de l'impérialisme français au Mali et de la financer ? (...)* Saisi de cette information, le VIII^e congrès mondial de la IV^e internationale a modifié son ordre du jour (...) » (p. 5).

Le 1^{er} mai, lors d'une conférence de presse à Alger, Louisa Hanoune présente une déclaration dont voici quelques extraits (dont le choix a été difficile...) ; elle va encore plus loin et y fait explicitement le lien entre le mouvement des chômeurs et la pseudo-menace d'intervention.

« *Nous avons convoqué cette conférence de presse pour tirer l'alarme sur les dangers qui pèsent sur la nation avec l'installation d'une base militaire américaine en Espagne pour intervenir en Algérie.* » (...)

« *A l'intérieur du pays, des forces politiques utilisent la maladie du président pour détourner l'attention des dangers réels qui menacent notre pays. Les puissances étrangères cherchent à fabriquer des événements pour trouver un nouveau prétexte pour intervenir.* (...) »

« *L'Algérie est visée, elle est dans le collimateur. (...) ce sont les conseillers américains qui, pendant des mois, ont encadré, organisé et entraîné les Touaregs et autres miliciens du nord du Mali, et depuis, ceux-ci se sont lancés dans l'aventure d'al-Qaida, du djihadisme, permettant l'intervention militaire française au Mali qui menace l'Algérie par le sud. (...) On voit même certains responsables associatifs prétendant parler au nom des jeunes Algériens annoncer que, dorénavant, ils transforment les revendications sociales des mobilisations de jeunes en revendication politique pour la chute du régime. Drôle de coïncidence ! (...)* (nous soulignons).

Ce qui est en cause, c'est le refus de l'État algérien de faire participer l'armée nationale dans la guerre au Mali, c'est le refus de financer cette guerre. (...) »

C'est le refus, jusqu'à maintenant en tout cas, de remettre en cause des décisions souveraines, dont la règle des 51-49, la préférence nationale, le droit de préemption pour l'État. C'est le fait que, face à la mobilisation des travailleurs algériens, il a été décidé un plan de reconstruction du pays et une réorientation économique. C'est le refus de toute ingérence, de toute interférence dans la politique intérieure algérienne et, en même temps, le refus de l'État d'intervenir à l'étranger. » (...)

Nous en appelons à l'armée, pour la défense de la nation dans la continuité de l'ALN (armée de libération nationale, ndlr)... Aujourd'hui, il n'y a qu'une chose à dire : "Bas les pattes devant l'Algérie !" »

Dès le lendemain (malgré les délais de fabrication et d'impression), le 2 mai, *Informations ouvrières* lui fait écho :

« *Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des Travailleurs algérien, dans une conférence de presse tenue hier, 1^{er} mai à Alger, révèle la menace d'intervention étrangère qui pèse sur l'Algérie.* (...) »

Devant les journalistes, Louisa Hanoune lira la dépêche de l'Agence Europa Press publiée le 22 avril et reprise depuis par plusieurs media en Algérie et en Europe :

« *Le gouvernement de Mariano Rajoy a autorisé les États-Unis à déployer sur le territoire espagnol une force d'intervention rapide, en prévision d'un chaos généralisé prévu en Algérie. A la base de Moron de la Frontera située dans la province de Séville, en Andalousie, se déploieront dans les jours qui viennent un demi-millier d'éléments des forces spéciales, relevant du corps des Marines de l'US Navy, ainsi que 8 avions militaires américains.* » (...)

Dans l'éditorial du même numéro d'*Informations ouvrières*, sous la plume de D. Glukstein :

« *L'intervention française au Mali s'inscrit dans la politique de « maintien de l'ordre » dictée par le gouvernement des États-Unis, qui tend à déstabiliser et disloquer toutes les nations et à s'ingérer dans leurs affaires en piétinant toute souveraineté.* (...) »

Ces événements doivent particulièrement inquiéter les travailleurs et les militants à l'heure où l'Algérie est à son tour menacée.(...)

Dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le POI répondra à tout appel à la mobilisation internationale contre les tentatives d'ingérence ou d'intervention dans les affaires algériennes. (...) Non à la guerre au Mali ! Non à l'intervention militaire ! Ne touchez pas à l'Algérie ! »

Premières conclusions

« L'information » concernant une intervention en Algérie, pourtant démentie par le Pentagone, permet au PT et consorts de prendre la défense l'état algérien sans limite ; ce n'est pas que l'on fasse confiance au Pentagone, mais franchement qu'irait faire l'impérialisme américain dans cette galère alors que le pouvoir algérien fait parfaitement son travail d'allié fidèle des états impérialistes dans la région ? *L'Expression* précise : « "L'article commis dans le quotidien *Al Quds Al Arabi* (...) (article qui a le premier diffusé « l'information », ndlr) est un tissu d'inepties malveillantes et la référence

fielleuse faite à la situation politique et à la stabilité en Algérie, est totalement infondée et absurde“, *avait vertement répondu, le 4 mai dernier, le porte-parole du Ministre des affaires étrangères.* “On dirait que M. Belani est le porte-parole du Pentagone“, *aurait déclaré Louisa Hanoune.* *Amar Belani a tenu à clarifier les choses.* “Je ne peux pas accepter que l'on déforme mes propos. Je n'ai jamais affirmé qu'un contingent de militaires n'ait pas été déployé sur la base Morón de la Frontera, dans la province de Séville. C'est une chose connue de toutes les chancelleries et de toutes les institutions algériennes compétentes“ ».

Deuxièmement, à aucun moment, ni le PT ni les autres ne mentionnent l'aide apportée par Bouteflika et les généraux algériens à l'armée française (voir plus haut). Au contraire, le but est d'accréditer l'idée qu'ils se sont opposés à l'intervention militaire.

Troisièmement, selon le procédé de l'amalgame cher aux staliniens, sont désignés à la répression les jeunes Algériens qui se battent contre le pouvoir, contre le régime que Bouteflika représente et protège, pour le droit au travail et pour une vie décente. Cela peut être utile à quelques mois des élections présidentielles.

Dans ce but, Louisa Hanoune n'hésite pas à accuser les jeunes chômeurs d'être manipulés par des ONG américaines et la CIA, de les désigner au pouvoir et de réclamer leur tête, de tenter de dresser la population contre eux ! Elle porte ainsi la responsabilité des interpellations et des incarcérations, des tabassages et de tous les crimes que le pouvoir commet contre eux.

On se souvient que déjà le même procédé avait été employé par Louisa Hanoune qui déclarait en 2010, à propos de la grève des travailleurs de la SNVI : « *je suis en droit de me poser la question de savoir qui est derrière cette situation et qui manipule la détresse des travailleurs* » (cf CPS 41)...

Le mouvement des chômeurs du Sud : les travailleurs et la jeunesse combattent

Les coups, l'intimidation et les violences n'ont pas tardé à s'exercer contre les chômeurs dont le crime était de revendiquer leur droit au travail. *El Watan* (qui n'est pas particulièrement un journal révolutionnaire) du 25 mai rapporte : « *coups, insultes mais aussi refus de soins et torture organisée. Les militants, manifestants et simples citoyens du sud du pays font face de plus en plus fréquemment à la violence, injustifiée, des forces de sécurité. Leur tort ? Demander un logement, un travail, dénoncer des injustices ou être au mauvais endroit, au mauvais moment.* » Suivent de nombreux exemples et témoignages à Ourgla (qui a vu la naissance du mouvement des chômeurs) Laghouat, Ghardaïa, El Oued...

Car le mouvement des chômeurs commençait à prendre de l'ampleur. Le même journal indique le même jour que la Coordination nationale de défense des droits des chômeurs (CNDDC) « *montait vers le nord du pays* ». Son représentant déclarait :

« *Le rassemblement de Aïn Beïda se tiendra pour que les dirigeants comprennent que notre mouvement est national. Nous voulons démontrer que les problèmes de l'emploi ne sont pas spécifiques au sud du pays. (...)*« *Ce sont tous les jeunes Algériens, diplômés ou pas, qui sont à la recherche d'une vie digne et décente dans leur pays.* » (contrairement aux calomnies diffusées par Louisa Hanoune, il ne demande pas la partition de l'Algérie entre le Nord et le Sud !). Ce rassemblement n'a pu avoir lieu en raison de la répression et de l'intimidation exercée sur la population d'Aïn Beïda.

Dans le même temps, se multiplient les grèves dans l'éducation nationale, chez les médecins, les étudiants... La population laborieuse n'en peut plus de l'augmentation des prix, de l'absence ou de la vétusté des infrastructures, du manque de logement, de travail, de la vie chère... alors que les affaires de corruption touchent les plus hauts responsables, jusqu'au plus haut niveau.

Pendant ce temps, Bouteflika se fait soigner à Paris. Et devant cette absence qui dure, Louisa Hanoune déclare : « *Ceux qui propagent des rumeurs sur l'état de santé de Bouteflika, en réalité font diversion pour détourner les regards des véritables défis de la nation, notamment de l'intervention étrangère* ». On peut inverser la proposition et faire remarquer que ceux qui propagent des rumeurs sur l'intervention étrangère...

La Tribune du 25 mai précise : « *La porte-parole du Parti des travailleurs (PT), dont la proximité avec le président de la République est de notoriété publique, a sorti hier la grosse artillerie contre ceux qui appellent à la mise en branle de l'article 88 sur la procédure d'empêchement du président Bouteflika dont l'état de santé est entouré de flou en dépit des assurances des autorités.* “C'est un coup d'État. C'est une offre de service pour certains”, *dénonce-t-elle.* “Il n'y a pas de vacance de pouvoir !” *soutient-elle* ».

Tous se préparent aux prochaines échéances

Ce n'est un secret pour personne, et tout le monde peut le constater à la une des quotidiens algériens, la lutte des clans fait rage, une lutte aujourd'hui exacerbée par la perspective des prochaines élections présidentielles, théoriquement prévues en avril 2014, et la répartition des postes qui en découlera. Rien ne dit pourtant que ces élections, qui ne sont que couverture « démocratique » du pouvoir, tout comme la prétendue « assemblée nationale » et la constitution, rien ne dit que ces élections auront lieu.

L'état de santé de Bouteflika, qui a préféré choisir Paris pour se faire soigner pendant plusieurs mois et qui est aujourd'hui exhibé à la télévision et dans la presse telle une marionnette désarticulée, ne peut décemment pas laisser espérer à son clan un 4^e mandat, créant ainsi déception et inquiétude parmi sa cour. Aura-t-on une « révision constitutionnelle » - un bricolage pour parler plus clairement - qui lui permettrait de rester encore quelque temps au pouvoir avec la béquille d'un vice-président ? Rien ne l'assure.

Ce genre de bricolage cependant ne serait pas nouveau puisque, rappelons-le, une révision de la constitution, votée par le

Parti des travailleurs (voir *CPS* n° 40), avait permis en 2008 à Bouteflika de briguer puis de remplir un troisième mandat, le rôle qui s'achève aujourd'hui. Que vont faire aujourd'hui ses soutiens d'hier ? Comment se disposent-ils ? La guerre de succession est ouverte.

Le clan présidentiel se dévoile : coup de force au FLN

Le 2 septembre dernier, le Premier ministre Abdelmalek Sellal déclarait que « *la tenue d'un conseil des ministres actuellement n'est pas nécessaire* », niant aux dires des spécialistes le texte même de la constitution, et annonçait « *l'annulation de la loi des finances complémentaire* » pourtant préparée durant l'été... Ces annonces mettent en évidence le fait que toutes les décisions importantes sont prises par le clan qui entoure Bouteflika.

Car ici les alliances et les gouvernements se constituent en fonction des intérêts des différents clans qui s'affrontent en coulisse ou ouvertement (comme le prouve l'étalement des affaires de corruption notamment à la Sonatrach) pour garder la main mise sur la rente pétrolière. Ces affrontements peuvent d'ailleurs être très violents (barres de fer, dobermans, etc., comme on a pu le voir dans certains cas).

Ces antagonismes deviennent plus âpres à mesure que s'approche l'échéance des élections présidentielles. La crise qui vient de secouer le FLN, et « l'élection » récente d'un nouveau « secrétaire général » commandité par le clan présidentiel, montre que ce dernier cherche à conserver la maîtrise de l'appareil de ce parti.

Un véritable putsch a permis en effet aux partisans de Bouteflika (président d'honneur du FLN, rappelons-le) d'éjecter le secrétaire général en place et de faire « élire » un homme à eux, Amar Saadani, au poste de secrétaire général, par une réunion du Comité central pourtant interdite la veille par le conseil d'état, la plus haute juridiction du pays. C'est ce que l'on appelle ici la « justice de la nuit »...

El Watan du 30 août indique :

« *Un cercle restreint composé de quelques membres du CC, conduits par Ahmed Boumechdi et Tayeb Louh, ministre du Travail, a réussi, avec le soutien d'une « haute autorité » dont on ignore encore l'identité, à défier l'instance suprême de la justice algérienne et impose un putsch à la tête du FLN. Un coup de force qui allait échouer, n'était l'intervention de ce tribunal administratif de Bir Mourad Raïs qui se place au-dessus du Conseil d'État et dont on ne sait pas encore d'où il a obtenu ce « super-pouvoir » qui lui permet d'autoriser une réunion publique interdite la veille.* »

« Défendre la nation » ne devrait-il pas commencer par dégrader toute cette bande d'exploiteurs et d'usurpateurs ?

Conclusion

Dans ces conditions, faire croire aux réformes constitutionnelles, avancer qu'il est « *impératif d'introduire de vraies réformes* » comme n'ont cessé de le demander Louisa Hanoune et le PT, de concert avec l'UGTA, est un leurre ; pire, un piège politique pour y enfermer les masses qui vomissent ce régime, rejettent chacune des élections qui cherchent à le crédibiliser, comme ce fut le cas en mai 2012 (cf CPS 49).

Les travailleurs d'El Hadjar (ArcelorMittal), les dockers du port d'Alger, les postiers, les travailleurs de la Sonatrach de Hassi R'mel, les chômeurs, il ne passe pas de jour sans que tous, les jeunes, la population laborieuse, la classe ouvrière, partout dans le pays tentent de se dresser contre le pouvoir et ses représentants.

Le 13 août, des affrontements ont opposé des tribus touaregs à des tribus arabes à Bordj Badji Mokhtar, dans le sud algérien. Ils auraient fait des dizaines de morts et de blessés. Le PT instille à nouveau son poison en tentant de faire croire que la responsabilité reviendrait à une fraction de l'Azawad, « *amenant un habitant à rappeler qu'il existe un plan de dépeçage de la région fondé sur la création d'un État targui chevauchant notamment le sud de l'Algérie et le nord du Mali.* » Un « habitant »...

Alors que, *Fraternité* le sait, à la base de ces affrontements il y a la pénurie, la misère, la population de Bordj Badji Mokhtar manquant tout simplement de nourriture et n'étant plus approvisionnés en gaz !

L'Expression donne quelques explications : « *Les enveloppes financières qui se chiffrent à des centaines de milliards de DA n'ont rien changé à leur quotidien. Et l'on découvre presque ahuris que des villages algériens sont encore aujourd'hui dépourvus pratiquement du strict minimum : l'eau et l'électricité, les infrastructures routières...*

Pour ceux que ne touchent pas à l'option du pays de rechange, il reste la colère qui se manifeste de temps à autre comme des poussées de fièvre. (...) Ghardaïa, Hassi Messaoud, Bouira et encore certainement plus Bordj Badji Mokhtar n'ont pas été épargnées par la flambée des prix des produits de consommation de base, des fruits et légumes ou des viandes rouge et blanche. »

Telle est la réalité. La changer, répondre aux besoins des masses suppose de mettre ce régime à bas, de combattre pour cela pour un gouvernement ouvrier et paysan. Et, dans ce combat, construire le parti ouvrier qui manque. Tel devrait être l'objectif et le travail d'une avant-garde de militants révolutionnaires.

Le 11 septembre 2013